

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENERGIE BOULE BLEUE

29 rue des Rosati
62000 Arras

Références : 2026-E10030
Code AIOT : 0005108212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement ENERGIE BOULE BLEUE implanté LIEU DIT LE CHEMIN DE ROISEL 80240 Longavesnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIE BOULE BLEUE
- LIEU DIT LE CHEMIN DE ROISEL 80240 Longavesnes
- Code AIOT : 0005108212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien dit "Energie La Boule Bleue" est une installation classée pour la protection de

l'environnement (ICPE) soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature ICPE.

Son activité est régie par l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2015 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/2015.

Il se compose de 6 aérogénérateurs (2,35 MW chacune soit une puissance nominale totale de 14,1 MW) et d'un poste de livraison. Les aérogénérateurs sont de type Enercon E92.

La société WPD Windmanager est le gestionnaire technique du parc.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 11/09/2015, article 2	Sans objet
2	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant sous 1 mois (*point de contrôle n°8 : bon de commande d'un nouveau panneau d'affichage*) et sous 3 mois (*point de contrôle n°4 : justificatif attestant de la levée définitive de l'observation concernant le contrôle des installations électriques du poste de livraison*).

L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera

proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Extrait KBIS
Prescription contrôlée : La société ENERGIE BOULE BLEUE dont le siège social est situé 98 rue du Château - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, est bénéficiaire de l'autorisation unique à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société daté du 23 février 2026. La dénomination de l'entreprise est identique à celle figurant sur l'arrêté préfectoral susvisé. L'adresse du siège social est désormais le 29 rue des Rosati 62000 Arras, telle qu'indiquée dans le courrier de mise à jour des coordonnées administratives transmis le 23/07/2021 à la préfecture de la Somme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement établi par la société SAAR ^{LB} le 25 novembre 2022 (contrat n° LI008IG400616), modifié les 22 décembre 2022 et 28 février 2023. Le montant de la caution provisionnée est de 371 804,77 € et est valable jusqu'au 29 septembre 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débiter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

L'exploitant a transmis le suivi environnemental du parc éolien établi par la société ECOSPHERE (rapport du suivi environnemental post implantation durant l'année 2019 du 27/03/2020 et rapport du suivi environnemental durant l'année 2020 du 24/06/2021).

Le rapport de suivi environnemental post-implantation a conclu :

- au recensement de 68 espèces toutes périodes confondues lors du suivi comportemental de l'avifaune réalisé à raison de 15 passages couvrant les périodes de migration, de nidification et d'hivernage. ;
- à une activité faible des chiroptères avec toutefois la présence d'espèces sensibles au risque de collision (Noctule commune, Noctule de Leisler, Sérotine commune et Pipistrelle commune) lors du suivi chiroptérologique en hauteur réalisé entre le 28/05/2019 et le 28/11/2019 ;
- à l'absence de cadavre de chauves-souris ou d'oiseaux lors du suivi de mortalité mené entre le 17/05/2019 et le 10/10/2019 au travers de 20 passages. **Le taux de persistance des cadavres étant faible, il a été choisi de renouveler le suivi de mortalité en 2020 ;**
- l'absence de nidification du Vanneau huppé, l'absence de présence de l'Œdicnème criard et de Busards Saint-Martin lors des périodes de nidification et ce depuis la technique du drone visant à sécuriser les nids existants.

Un nouveau suivi mortalité a été réalisé en 2020 (15/07/2020 au 9/10/2020) sur l'ensemble des 6 éoliennes. Il a mis en évidence 4 cadavres d'oiseaux de 3 espèces soit un niveau d'impact non significatif et aucun cadavre de chauve-souris. Les estimations ont établi un nombre d'oiseaux impactés quasiment égal à 9 sur les quatre mois concernés par le suivi (juillet à octobre).

A l'issue de ces suivis, le bureau d'études ECOSPHERE a préconisé :

- une mise en drapeau des pales aux vitesses inférieures au cut-in-speed (2 m/s). **L'exploitant**

a montré à l'inspection depuis son logiciel de surveillance des éoliennes (traçabilité du Scada des éoliennes Enercon - Supervisory Control And Data Acquisition System) que cette mise en drapeau est effective ;

- une gestion régulière de la végétation autour de l'emprise des éoliennes (fondations et aire de grutage) tel que broyer au minimum trois fois par an la végétation autour des éoliennes (en première décade d'avril, durant la première quinzaine de juillet et en deuxième quinzaine de septembre). L'exploitant a précisé qu'une maintenance du parc éolien est assurée par un sous-traitant local. Une facture d'entretien du parc de la Boule Bleue, n° 2500000023 du 11/11/25 de la société Florent Blondelle paysagiste, a été présentée et transmise à l'inspection des installations classées. Elle prévoit notamment pour 2026 trois broyages au niveau des fondations des 6 éoliennes (mai, juillet, nov.), deux broyages sur les talus et accotements des chemins d'accès aux éoliennes et deux broyages autour du poste de livraison.
- une exportation des produits de tonte des plateformes des éoliennes. La facture précédemment évoquée prévoit le ramassage manuel des végétaux et leur évacuation en décharge.
- de sensibiliser les agriculteurs et les chasseurs afin qu'aucun tas de fumier, égrainoir ou haie ne soit disposé à moins de 200 mètres des éoliennes. L'exploitant a expliqué que la surveillance du parc est également assurée par la société Florent Blondelle paysagiste qui passe 1 fois par semaine pour réaliser un contrôle visuel de l'ensemble du parc éolien incluant les chemins internes du parc et des abords des éoliennes et du poste de livraison. Une fiche de visite complétée est transmise par courrier électronique à la société wpd windmanager France S.A.S (gestionnaire technique du parc, mandaté par la SAS Energie Boule Bleue). Le contrat de surveillance du parc éolien passé entre la société Blondelle paysagiste et Energie Boule Bleue et daté du 26 octobre 2025 a été présenté et transmis à l'inspection ainsi qu'une fiche de surveillance renseignée datée du 29/03/2026. Par ailleurs, l'inspection a pu constater de visu qu'aucun égrainoir, tas de fumier n'étaient présents à moins de 200 m des éoliennes E02 et E05, contrôle par sondage.
- une mise en place d'un éclairage non attractif pour la faune volante. Un système d'horloge programmable est en place sur les éoliennes du parc afin d'éteindre l'éclairage extérieur la nuit. Dans la fiche de surveillance renseignée évoquée ci-dessus des vérifications portent sur les éclairages des portes des éoliennes (par détection de mouvement, éteints dans un délai max. de 2 mn) et du dessous des nacelles (éteints sauf si des techniciens y travaillent).

Ainsi, l'ensemble des préconisations issues du suivi environnemental sont en place.

Les données du suivi sont bien renseignées dans la base de données biodiversité disponible à l'adresse suivante : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 7 avril 2026 le document récapitulatif et attestant du dépôt de ces données sur cette plateforme.

L'exploitant a indiqué planifier un nouveau suivi environnemental en 2027, correspondant à la 10^{ème} année d'exploitation du parc.

La haie plantée en mesure compensatoire de celle démantelée à proximité de l'éolienne E1 (cf. article 3 de l'arrêté préfectoral du 11/09/2015) est suivie tel qu'en atteste le compte-rendu de suivi des travaux d'entretien de cette haie réalisé par Ecosphère, daté du 5 décembre 2025 et transmis à l'inspection par mail du 7 avril 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques établis par la société APAVE (rapport référencé 134195246-001-1 daté du 8/07/2024 et certificat Q18 n°134195246-001-1 du 8/07/2024 ; rapport référencé 134957188-001-1 daté du 27/06/2025 et certificat Q18 n°134957188-001-1 du 27/06/2025). Le dernier rapport conclut à 1 observation concernant le poste de livraison (<i>Identification incomplète des circuits ; préconisation d'Apave = signaler la présence de source autonome au niveau de l'installation avec retour de tension possible</i>) déjà présente dans le rapport 2024. Comme en atteste le rapport d'intervention INEO du 30 janvier 2025, l'exploitant a levé cette observation en apposant une étiquette qui indique la présence de source de tension même en cas de coupure. Pour autant, le rapport APAVE 2025 réitère cette observation. L'exploitant indique se rapprocher d'APAVE afin de comprendre pourquoi lors du contrôle 2025 celui-ci n'a pas tenu compte de l'intervention d'INEO (apposition de l'étiquette).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un justificatif attestant de la levée définitive de l'observation concernant le contrôle des installations électriques du poste de livraison (<i>Identification incomplète des circuits ; préconisation d'Apave = signaler la présence de source autonome au niveau de l'installation avec retour de tension possible</i>).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, seules les éoliennes E02 et E05 ainsi que le poste de livraison 1 ont été contrôlés.</p> <p>Les aérogénérateurs E02 et E05 ainsi que le poste de livraison étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que l'intérieur du pied des éoliennes E02 et E05 était propre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Extincteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E02 et E05. La date de leur dernière vérification, à savoir le 28/05/2025, n'était pas renseignée.</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle des extincteurs établis par la société OPEN R (rapports référencés 52615, 52616, 52617, 52618, 52619, 52620, 52621 datés du 28/05/2025) qui concluent à :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - aucune observation pour les rapports 52615, 52617, 52618, 52620, 52621 relatifs aux éoliennes E01, E03, E04, E06 et le poste de livraison - 1 observation (tromblon fissuré) pour le rapport 52616 relatif à l'éolienne E02, - 2 observations (rayures sur la sérigraphie tromblon fissuré) pour le rapport 52619 relatif à l'éolienne E05. <p>L'inspection a constaté de visu la levée de ces observations : remplacement du tromblon de l'éolienne E05, nouvel extincteur pour l'éolienne E02.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation :</u> <i>L'exploitant veillera lors du prochain contrôle de vérification des extincteurs à ce que la date soit renseignée sur les extincteurs. Il pourra judicieusement le rappeler à son prestataire lors de sa commande.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Affichage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès de l'éolienne E02 et du le poste de livraison indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde face au risque de chute de glace. <p>Par contre, cet affichage n'était pas présent à l'entrée du chemin d'accès de l'éolienne E05. L'exploitant a indiqué avoir positionné à plusieurs reprises ce panneau qui est régulièrement retiré par les agriculteurs. Une nouvelle commande va être lancée afin de le positionner à nouveau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Sous 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, le bon de commande d'un nouveau panneau d'affichage indiquant les mentions reprises ci-dessus. A réception du panneau, il transmettra une photographie attestant de sa présence à l'entrée du chemin d'accès de l'éolienne E05.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois